

Le combat des chefs

par Carole Wallace

de les représenter pour faire valoir les revendications féministes auprès du gouvernement fédéral.



Le CCA se montre de plus en plus revendicatif parce que la situation économique frappe particulièrement les femmes. Et c'est autour des régimes de pension, de la participation des femmes aux programmes fédéraux de création d'emploi et de la réforme du Code du travail qu'il mobilise actuellement ses membres. Nous nous opposons également à l'accroissement des dépenses militaires et aux essais du missile Cruise. Nous réclamons aussi que l'on modifie le Code criminel au chapitre de la pornographie et c'est une intervention du CCA qui, au début de l'été, a obligé le ministre McGuigan à retirer son projet de loi sur le divorce, loi qui risquait de compromettre gravement les droits des femmes au niveau des pensions alimentaires.

Autre nouveauté : les maisons de sondages viennent de découvrir un phénomène surprenant : les femmes ne votent pas comme les hommes (ou «gender gap») ! Plus favorables aux programmes sociaux, moins disposées à appuyer le militarisme et la course aux armements, les Canadiennes, tout comme leurs soeurs des États-Unis, sont moins nombreuses à prendre le fameux virage à droite qui semble tant séduire les électeurs du sexe opposé.¹ Ce qui se traduit, selon un sondage Gallup, par une réticence chez les femmes à appuyer le Parti conservateur sur la scène fédérale. Et elles sont plus nombreuses que les hommes à appuyer le NPD ou le Parti libéral. C'est pourquoi, dans une campagne électorale

où la compétition est plutôt serrée, le vote des femmes, pour la première fois depuis que nos grand-mères l'ont gagné, prend l'allure d'une force politique. Si bien que M. Turner, une fois que Broadbent et Mulroney ont accepté l'invitation du CCA, ne pouvait guère s'offrir le luxe de refuser.

Pour le CCA qui choisit les questions sinon les interviewers (cooptées avec les trois chefs de partis), ce débat est un moyen de faire pression sur les politiciens fédéraux et il nous offre l'occasion de nous opposer publiquement et concrètement au virage à droite dont les femmes font actuellement les frais dans toutes les provinces.

Ceci dit, les féministes québécoises ne vivent pas cette élection de la même façon que leurs soeurs du Canada anglais, qui s'impliquent beaucoup dans le NPD et ont même réussi à lui faire adopter une plateforme comprenant entre autres le libre choix à l'avortement, le financement d'un réseau universel de garderies, le maintien des programmes sociaux et l'imposition des programmes d'accès à l'égalité. Au Québec, nous avons été échaudées par les trahisons du Parti québécois de plus en plus soumis aux intérêts patronaux. En revanche, nous avons tendance à laisser la scène fédérale aux autres. Résultat : si beaucoup de féministes voient la nécessité d'une action politique, c'est le véhicule de cette action qui nous manque.



Dans ce contexte, le véritable débat aura lieu dans les usines, dans les cuisines, les bureaux, partout où les femmes se rencontrent. Et il sera axé sur les formes que nous pouvons donner à notre implication politique. Comment travailler sur le plan politique, à tous les niveaux, pour protéger nos acquis, rattraper le terrain perdu et améliorer nos conditions de vie et de travail, et ce, dans un contexte de plus en plus difficile ?

Quels que soient les résultats du 4 septembre, nous savons que c'est le défi principal pour le mouvement des femmes.

FIN

1/ Voir LVR de juillet, n° 18, p. 58 : *Le «Gender Gap» américain*, Madeleine Champagne.

À quelques heures des élections fédérales du 4 septembre, la poussière du combat des chefs sur la question des femmes est déjà retombée dans l'arène des médias. Mais qui connaît les femmes à l'origine du débat ? Turner n'ayant pas songé à nos délais de production au moment de déclencher les élections, voici un commentaire écrit avant, début août.

C'est une première, ce débat entre messieurs Broadbent, Mulroney et Turner, le 15 août, sur les questions relatives aux femmes. Mais l'idée ne leur en est pas venue toute seule, loin s'en faut. En 1980 déjà, le Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA) avait lancé une invitation acceptée par Joe Clark et Ed Broadbent mais refusée par le premier ministre Trudeau. Mais en 1984, le contexte politique est bien différent et le CCA se retrouve soudain au coeur de l'événement politique de l'été !

Moins connu au Québec qu'au Canada anglais, le CCA est un groupe-parapluie créé à Toronto en 1972 pour inciter le gouvernement fédéral de l'époque à mettre en application les recommandations de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. Il regroupe aujourd'hui plus de 290 associations-membres de toutes les régions du Canada : centres de femmes, clubs de femmes professionnelles, maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence, comités de condition féminine des syndicats, caucus des femmes des partis politiques... et tous ces groupes accordent au CCA le mandat

